

**TITEL III. — Overgangs- en slotbepalingen**

**Art. 25.** Voor de academiejaren 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, mits inachtneming van de algemene voorwaarden die de academische overheden bepalen, krijgen de studenten, die houder zijn van een academische graad van de tweede basiscyclus uitgereikt overeenkomstig de bepalingen voorafgaand aan dit decreet en die, krachtens de overgangsbepalingen, de academische graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO) behalen, een academische graad van Master in Didactiek.

De houders van dezelfde academische graad behaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht houder te zijn van een graad van Master en dit onder dezelfde voorwaarden.

**Art. 26.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004 met uitzondering van de artikelen 21 tot 24 die in werking treden de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 502-1. — Commissieamendementen, nr. 502-2. — Verslag, nr. 502-3 *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 maart 2004.

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2004 — 2237

[C — 2004/29218]

**28 AVRIL 2004. — Décret modifiant le décret du 19 juillet 2001  
relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale (1)**

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un point 7° et un point 8°, rédigés comme suit, sont ajoutés à l'article 1<sup>er</sup> :

« 7° service lien : service agréé qui a pour objectif d'aider au maintien ou à la restauration de la relation entre l'enfant et son parent détenu;

8° parent : personne avec qui l'enfant est dans un lien de filiation ou d'adoption ou ayant exercé un rôle parental dans le milieu familial de vie de l'enfant. »

**Art. 2.** Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 3 :

« 1<sup>er</sup>. Le service lien a pour mission générale de donner la possibilité au parent détenu qui en fait la demande de poursuivre une relation avec son enfant.

§ 2. A l'intérieur des établissements, ces services ont notamment pour mission :

1° d'organiser un ou plusieurs entretiens individuels préliminaires avec le parent détenu, afin de prendre connaissance de sa demande et d'en assurer un suivi adéquat;

2° d'assurer un accueil et l'accompagnement des enfants dans l'établissement lors des visites de ceux-ci à leur parent détenu;

3° d'organiser avec le parent détenu des suivis individuels, pour l'accompagner dans le travail de lien avec l'enfant, et éventuellement dans la rupture de ce lien;

4° dans la mesure du possible, de mettre en place des groupes de parole rassemblant des parents détenus, permettant un échange sur le rôle de parents;

5° d'instaurer une collaboration avec les différents intervenants du monde pénitentiaire, notamment le service social psycho-social (S.P.S.), et avec les intervenants extérieurs compétents en matière d'aide aux détenus, plus particulièrement avec les services d'aide aux détenus (S.A.D.);

6° en cas de transfert d'un parent détenu vers un autre établissement, d'assurer, en accord avec le parent détenu, l'orientation du dossier vers le service lien agréé compétent.

§ 3. A l'extérieur des établissements, ces services ont notamment pour mission :

1° de s'assurer du respect de l'intérêt des enfants à avoir un contact avec leur parent détenu; à cet effet, le service prend contact avec les services de protection judiciaire (SPJ) ou les service d'aide à la jeunesse (SAJ) du domicile du parent qui a la garde de l'enfant ou du lieu de résidence de l'enfant; si un dossier au nom de l'enfant est ouvert par une de ces instances compétentes, celles-ci remettent un avis sur l'opportunité d'un contact entre l'enfant et son parent détenu; en cas d'avis négatif des instances compétentes, ou en cas de refus de l'enfant ou de sa famille, les visites de l'enfant à son parent détenu ne sont pas organisées;

2° d'organiser, préalablement à la visite, un entretien avec l'enfant et la personne qui en a la garde, si ceux-ci le désirent. Dans ce cas, l'enfant est accompagné. A partir de 12 ans, il peut faire le choix de la personne qui l'accompagne;

3° de collaborer avec les services publics et privés en relation avec l'enfant et ses proches, susceptibles d'apporter une contribution ou une complémentarité à l'accomplissement de leurs missions. »

**Art. 3.** L'intitulé du chapitre II est modifié comme suit :

« L'agrément des services d'aide sociale aux détenus »

**Art. 4.** Un nouveau chapitre *IIbis* est inséré, intitulé :

« L'agrément des services lien ».

**Art. 5.** Un nouvel article *7bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre *IIbis* :

§ 1<sup>er</sup>. Pour être agréé et subventionné, le service lien doit répondre aux conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif ayant pour objet les liens parent détenu-enfant, et avoir le siège de ses activités dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale; l'obligation relative à l'objet social de l'A.S.B.L. ne concerne pas les services d'aide aux détenus demandant un agrément en tant que service lien;

2° accomplir de manière régulière les missions visées à l'article *3bis*, § 2, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°, et § 3, 1° et 2°;

3° fournir gratuitement les prestations relatives aux missions visées à l'article *3bis*, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;

4° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif;

5° exercer ses activités dans le ou les établissements pour lesquels l'agrément est donné.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel des services lien. »

**Art. 6.** Un nouvel article *7ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre *IIbis* : « Les dispositions de l'article 7 sont applicables aux services lien. »

**Art. 7.** Un nouvel article *8bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 8 :

Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services lien des subventions pour leurs frais de personnel et pour leurs frais de fonctionnement. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'alinéa précédent. »

**Art. 8.** L'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret est modifié comme suit :

« Il peut être accordé des subventions aux services d'aide aux détenus agréés ou à d'autres institutions ou associations qui se distinguent par leur action d'aide sociale aux détenus, pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions. Néanmoins, un service d'aide aux détenus agréé également en tant que service lien ne peut prétendre à des subventions pour des projets particuliers relatifs à la mission spécifique visée à l'article *3bis*. »

**Art. 9.** Un nouvel article *10bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 10 :

« Les services lien peuvent faire appel au concours de collaborateurs bénévoles pour accompagner l'enfant, si nécessaire, de son lieu de vie à l'établissement ou pour apporter une aide logistique aux professionnels dans l'accomplissement de leur mission. Les collaborateurs bénévoles doivent être informés par le personnel du service lien des objectifs et du fonctionnement du service, ainsi que de la mission à remplir.

Ils doivent respecter les principes de respect de l'intérêt de l'enfant et de discrétion. Ils doivent être en mesure de produire à tout moment un extrait de casier judiciaire exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits énoncés aux articles 372 à 377, 379 à 380<sup>ter</sup>, 381 et 383 à 387 du code pénal accomplis sur un mineur de moins de 16 ans ou impliquant sa participation. »

**Art. 10.** Le point 1° de l'alinéa 2 de l'article 11 est modifié comme suit :

« d'assurer les contacts nécessaires à une collaboration efficace entre le Gouvernement, les services du Gouvernement compétents, les services d'aide sociale aux détenus, les services lien et, le cas échéant, les services psychosociaux des établissements pénitentiaires et des établissements de défense sociale; ».

**Art. 11.** L'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« 6° un représentant de chaque service lien agréé, désigné par le Gouvernement sur proposition de ce service. »

**Art. 12.** A l'article 9 du présent décret, il faut entendre par « extrait de casier judiciaire » le certificat de bonne vie et mœurs exempt des mêmes condamnations et mesures d'internements jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997 sur le casier judiciaire central.

**Art. 13.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 avril 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du conseil.* — Projet de décret, n° 504-1. — Amendements de commission, n° 504-2. — Rapport, n° 504-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 avril 2004.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2237

[C — 2004/29218]

**28 APRIL 2004. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 juli 2001  
betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie (1)**

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 worden een punt 7° en een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° contactdienst : erkende dienst ter bevordering van het behoud of het herstel van de betrekking tussen het kind en zijn gedetineerde ouder;

8° ouder : persoon met wie het kind een afstammings- of een adoptieband heeft of die een ouderlijke rol binnen de familiekring van het leven van het kind heeft uitgeoefend. »

**Art. 2.** Na artikel 3 wordt een artikel 3 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1. De contactdienst heeft als algemene opdracht de mogelijkheid te geven aan de gedetineerde ouder die erom verzoekt, een betrekking met het kind verder te zetten.

§ 2. Binnen de inrichtingen hebben deze diensten met name als opdracht :

1° één of meer voorafgaande individuele onderhouden met de gedetineerde ouder te organiseren om kennis te nemen van zijn aanvraag en om voor de passende follow-up te zorgen;

2° mee te werken aan de opvang en de begeleiding van kinderen in het onderwijs tijdens het bezoek van deze kinderen aan hun gedetineerde ouder;

3° individuele follow-ups met de gedetineerde ouder te organiseren om hem te begeleiden in het contactwerk met het kind, en eventueel in het verbreken van deze band;

4° voor zover het mogelijk is, praatgroepen te organiseren met gedetineerde ouders met het oog op een uitwisseling over de rol van de ouders;

5° een samenwerking in te stellen met de verschillende partijen van de gevangeniswereld, inzonderheid de sociale psycho-sociale dienst (S.P.S.) en met de buitenpartijen die bevoegd zijn voor de hulpverlening aan gedetineerden, in het bijzonder met de diensten voor hulpverlening aan gedetineerden (D.H.D.);

6° in geval van overbrenging van een gedetineerde ouder naar een andere inrichting, te zorgen voor de overheveling van het dossier, in samenspraak met de gedetineerde ouder, naar de bevoegde erkende contactdienst.

§ 3. Buiten de inrichtingen hebben deze diensten onder meer als opdracht :

1° ervoor te zorgen dat rekening wordt gehouden met de belangen van het kind om contact op te nemen met hun gedetineerde ouder; daartoe kan de dienst contact opnemen met de diensten voor gerechtelijke bescherming of de diensten voor hulpverlening aan de jeugd van de woonplaats van de ouder die het kind bewaart of van de verblijfplaats van het kind; indien een dossier op naam van het kind geopend wordt door één van de bevoegde instanties, brengen deze een advies over het mogelijke contact tussen het kind en zijn gedetineerde ouder uit; in geval van een negatief advies van de bevoegde instanties of bij weigering van het kind of van zijn familie worden de bezoeken van het kind aan zijn gedetineerde ouder niet georganiseerd;

2° een onderhoud vóór het bezoek organiseren met het kind en de persoon die hem bewaart naargelang hun wens. In dit geval wordt het kind begeleid. Vanaf 12 jaar kan hij kiezen door wie hij wil worden begeleid;

3° samen te werken met de openbare en private diensten in relatie met het kind en zijn naasten, die kunnen bijdragen tot het vervullen van hun opdracht;

**Art. 3.** Het opschrift van hoofdstuk II wordt gewijzigd als volgt :

« De erkenning voor diensten voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden »

**Art. 4.** Een nieuw hoofdstuk IIbis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« De erkenning voor contactdiensten ».

**Art. 5.** In hoofdstuk IIbis wordt een nieuw artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

§ 1. Om te worden erkend en gesubsidieerd moet de contactdienst beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk met als doel de banden gedetineerde ouder-kind te ontwikkelen en zijn activiteitzetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad; de verplichting betreffende het maatschappelijk doel van de V.Z.W. heeft geen betrekking op de diensten voor hulpverlening aan de gedetineerden die een erkenning als contactdienst aanvragen;

2° de opdrachten bedoeld in artikel 3bis, § 2, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en § 3, 1° en 2° regelmatig uitvoeren;

3° gratis prestaties betreffende de opdrachten bedoeld in artikel 3bis verstrekken, zonder onderscheid in ras, geslacht, taal, geloof, mening of sociale herkomst;

4° beschikken over lokalen waarin minstens een administratief secretariaat kan georganiseerd worden;

5° zijn activiteiten uitoefenen in de inrichting(en) waarvoor erkenning wordt verleend.

§ 2. De Regering bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden betreffende het personeel van de contactdiensten. »

**Art. 6.** In hoofdstuk IIbis wordt een nieuw artikel 7ter ingevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen van artikel 7 zijn van toepassing op de contactdiensten. »

**Art. 7.** Na artikel 8 wordt een nieuw artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de perken van de budgettaire kredieten kent de Regering de contactdiensten subsidies toe voor hun personeelskosten en hun werkingskosten.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de subsidies bedoeld in het vorige lid. »

**Art. 8.** Artikel 9, eerste lid, van het decreet wordt gewijzigd als volgt :

« Er kunnen subsidies worden verleend aan erkende diensten voor hulpverlening aan gedetineerden of aan andere instellingen of verenigingen die zich onderscheiden door hun sociale hulpverlening aan gedetineerden, voor de bijzondere projecten die zijn willen realiseren in het raam van hun opdrachten. Nochtans kan een dienst voor hulpverlening aan gedetineerden die ook als contactdienst wordt erkend, geen aanspraak maken op subsidies voor bijzondere projecten betreffende de specifieke opdracht bedoeld in artikel 3bis. »

**Art. 9.** Na artikel 10 wordt een nieuw artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De contactdiensten kunnen de medewerking vragen van vrijwilligers voor de begeleiding van het kind, indien nodig, van zijn leefplaats naar de inrichting of voor een logistieke hulp aan professionele medewerkers in het vervullen van hun opdracht.

De vrijwilligers moeten door het personeel van de contactdienst worden ingelicht over de doeleinden en de werking van de dienst alsook over de te vervullen opdracht.

Ze moeten de principes waarbij rekening wordt gehouden met de belangen van het kind en waarmee discretie wordt gehouden, naleven. Ze moeten op elk ogenblik een uittreksel van het strafregister kunnen tonen dat vrij is van veroordeling of interneringsmaatregel voor de daden vermeld in de artikelen 372 tot 377, 379 tot 380 ter en 383 tot 387 van het strafwetboek, gepleegd op een minderjarige die jonger is dan 16 jaar of die zijn deelneming veronderstellen. »

**Art. 10.** Punt 1° van het tweede lid van artikel 11 wordt gewijzigd als volgt :

« te zorgen voor de contacten voor een doeltreffende samenwerking tussen de Regering, de bevoegde diensten van de Regering, de diensten voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden, de contactdiensten en, desgevallend, de psychosociale diensten van de strafinrichtingen en van de inrichtingen voor de bescherming van de maatschappij; ».

**Art. 11.** Artikel 12, § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 6°. een vertegenwoordiger van elke erkende contactdienst, aangesteld door de Regering, op voordracht van deze dienst. »

**Art. 12.** In artikel 9 van dit decreet dient te worden verstaan onder « uittreksel uit het strafregister » het getuigschrift van goed zedelijk gedrag, vrij van dezelfde veroordelingen en interneringsmaatregelen tot de inwerkingtreding van de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister.

**Art. 13.** De Regering stelt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 april 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 504-1. — Commissieamendementen, nr. 504-2. — Verslag, nr. 504-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 20 april 2004.

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2238

[C — 2004/29219]

**28 AVRIL 2004.** – Décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Espace économique européen et quatre accords connexes, faits à Luxembourg le 14 décembre 2003 (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord relatif à la participation de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Espace économique européen et quatre accords connexes, faits à Luxembourg le 14 décembre 2003, sortira son plein et entier effet.